

Les bases d'une stratégie nationale en matière d'intelligence artificielle

<https://plus.lesoir.be/213037/article/2019-03-18/les-bases-dune-strategie-nationale-en-matiere-dintelligence-artificielle>

MIS EN LIGNE LE 18/03/2019 A 17:20

PAR JEAN-FRANÇOIS MUNSTER

A la demande du gouvernement, une quarantaine d'experts déposent leurs recommandations pour faire en sorte que la Belgique ne rate pas le train de l'intelligence artificielle.



Le think tank « Coalition AI 4 Belgium » recommande de se concentrer sur certains secteurs en particulier, entre autres les soins de santé et les sciences de la vie. - Pierre-Yves Thienpont.

Positionner la Belgique sur la carte mondiale de l'intelligence artificielle. C'est l'ambition de la « Coalition AI 4 Belgium », un think tank regroupant une quarantaine d'experts du monde académique, des start-up, des entreprises, des pouvoirs publics... qui s'est constitué à la demande du gouvernement. Celle-ci a pour objectif de mettre l'intelligence artificielle (IA) au sommet de l'agenda politique des différents gouvernements du pays, d'inspirer le débat public sur les mesures à prendre et d'encourager le développement et le déploiement d'une IA centrée sur l'amélioration de la vie des gens. Elle doit aussi fournir au prochain gouvernement les premières briques visant à construire une stratégie nationale IA comme il en existe déjà dans de nombreux pays. C'est ce qu'elle a fait ce lundi en présentant cinq grandes recommandations.

Il est tout d'abord question d'éducation. « *L'intelligence artificielle menacera certains jobs mais pour un emploi perdu, 3,7 emplois seront créés* », estime Marc Lambotte, patron de la fédération professionnelle Agoria. A condition cependant que les travailleurs acquièrent de nouvelles compétences. La coalition préconise de travailler sur la formation permanente en dopant l'offre de formations. Elle veut aussi que l'école prépare mieux les prochaines générations à ce défi, en introduisant par exemple dès le primaire des introductions à la pensée algorithmique, ou en faisant du codage une langue obligatoire.

Un autre volet concerne les données, carburant vital pour développer l'intelligence artificielle. La coalition souligne le besoin d'un cadre juridique solide, de principes éthiques et d'une plus grande transparence afin d'assurer la confiance du public dans l'IA. Elle préconise aussi des mesures facilitant le partage responsable de données (open

data). Pour convaincre les entreprises privées d'embrasser cette nouvelle technologie – en particulier les PME – AI4Belgium plaide pour la création d'un hub national via lequel les entreprises partageraient leurs expériences, et la mise en place d'instruments financiers pour permettre aux PME d'expérimenter l'IA.

Le volet recherche n'a bien sûr pas été oublié. La Belgique possède déjà des scientifiques de renommée mondiale en intelligence artificielle mais sa recherche n'a pas la masse critique suffisante. Il est question de faire de la Belgique « le laboratoire IA de l'Europe » en créant notamment un Institut belge de l'IA qui regrouperait tous les experts de la matière et de créer un fonds d'investissement public/privé pour soutenir la croissance des start-up.

Enfin, la coalition veut encourager l'adoption par les pouvoirs publics de l'intelligence artificielle pour améliorer la qualité du service aux citoyens, et ce notamment en leur donnant les outils nécessaires pour expérimenter.

En se basant sur ce que dépensent d'autres pays européens comme la Finlande, la France ou l'Allemagne, la coalition estime que l'ambition minimale de la Belgique doit être d'investir 80 millions d'euros par an, sachant que des pays comme la Chine et les États-Unis consacrent des moyens bien supérieurs à l'Europe. Elle recommande aussi, pour plus d'efficacité, de se concentrer sur certains secteurs en particulier comme les soins de santé et les sciences de la vie, l'énergie, la mobilité, la maintenance prédictive, le secteur public et la transition écologique.